

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 615 / Avril 2020

Cette note porte sur la situation économique et monétaire de la Guadeloupe au quatrième trimestre 2019. Elle ne tient pas compte des effets de la pandémie de Covid-19.

L'IEDOM mobilise toutefois ses moyens afin de poursuivre son suivi de l'activité en Guadeloupe et se tient à disposition des Guadeloupéens, par le biais de ses dispositifs d'accompagnement des particuliers et des entreprises. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site internet de l'IEDOM : <https://www.iedom.fr/guadeloupe/>.

TENDANCES CONJONCTURELLES

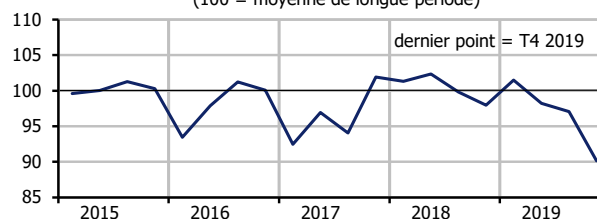
4^e TRIMESTRE 2019

La conjoncture économique en Guadeloupe

Le climat des affaires se dégrade

À fin décembre 2019, le climat des affaires chute. En effet, l'indicateur du climat des affaires s'inscrit en forte baisse, à 90,1 points (-7,6 points sur trois mois). D'après l'enquête menée par l'IEDOM, quatre facteurs, d'ordre économique et psychologique, expliquent cette diminution : la grève importante dans les ports français impactant l'approvisionnement de certains commerces locaux, l'attentisme des agents de l'archipel lié au contexte préélectoral, les mouvements sociaux en fin d'année ainsi que la dégradation du moral des chefs d'entreprise due à la perspective d'une propagation du virus Covid-19.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

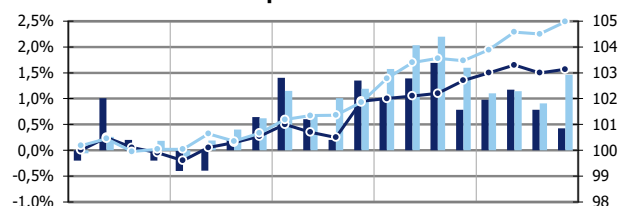
L'environnement macroéconomique se caractérise par ailleurs par un ralentissement de la consommation des ménages au quatrième trimestre 2019, dans un contexte de prix quasi stables. En parallèle, l'investissement privé se maintient. Globalement le commerce extérieur est atone. Les importations augmentent légèrement (+1,4 %, CVS) tandis que les exportations diminuent fortement (-18,5 %, CVS), en lien avec la nette baisse des exportations de biens d'investissement et celle des réexpéditions de produits pétroliers. Sur le marché du travail, la situation s'améliore. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule au quatrième trimestre (-4,6 % sur trois mois, CVS) et les effectifs salariés du secteur privé progressent (+0,9 %, CVS).

À l'échelle sectorielle, l'activité se contracte dans les secteurs du commerce et des services marchands. Les industries hors industries agroalimentaires (IAA) enregistrent des résultats stables. L'activité du BTP est en légère hausse. Les secteurs des IAA et du tourisme sont porteurs.

Le niveau des prix est quasi stable en fin d'année

À fin décembre 2019, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages affiche une faible hausse de 0,1 % sur trois mois en glissement trimestriel. Cette évolution s'explique par des prix de l'énergie plus élevés (+1,8 %), tirés par les produits pétroliers (+2,5 %). L'augmentation des prix des services contribue également à l'inflation. Plus particulièrement, les prix des transports progressent très fortement (+ 16,0 %) du fait d'un tarif plus élevé du billet d'avion en cette période de voyage de fin d'année entre la France métropolitaine et la Guadeloupe. Les prix des produits manufacturés (+0,4 %) et de l'alimentation (+0,5 %) croissent également, mais dans des proportions moindres.

Indice des prix à la consommation



Source : Insee.

LES PRÉVISIONS FONT ÉTAT D'UNE ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ DANS LA CARAÏBE

D'après les dernières prévisions de la Banque mondiale et du FMI, qui n'incluent pas l'impact lié à la crise du coronavirus, la croissance du PIB de la région Amérique latine et Caraïbe a significativement ralenti en 2019, à environ +0,8 % selon la Banque mondiale et à +0,1 % selon le FMI. Pour 2020, les estimations de croissance de l'activité dans la région sont supérieures. Elles atteignent +1,6 % (FMI) et +1,8 % (Banque mondiale), notamment en raison d'une amélioration progressive de la situation au Brésil, au Mexique et en Argentine, touchés par des crises sociales en 2019.

Selon la Banque mondiale, la croissance dans la Caraïbe¹ est estimée à +3,8 % en 2019 contre 5 % en 2018. Elle devrait accélérer en 2020 à +5,6 %, principalement tirée par la forte croissance du PIB au Guyana qui atteindrait +86,7 % sous l'effet du développement d'une importante production pétrolière.

L'institution estime à +5,9 % de croissance pour la République dominicaine, soit la croissance la plus forte de la région en 2019 et elle devrait se stabiliser à 5,0 % sur les prochaines années compte tenu des perspectives de croissance dans le secteur touristique. Le pays a en effet accueilli 45,2 millions de visiteurs par an en moyenne entre 2012 et 2019, dont 15 millions en provenance des États-Unis. À l'inverse, Haïti a souffert d'une baisse d'activité en 2019 : l'institution estime à -0,9 % la croissance et prévoit -1,4 % pour 2020. L'économie haïtienne a souffert du ralentissement des activités dans le cadre du blocage de l'économie due à la crise socio-politique d'octobre et novembre 2019. Par ailleurs, le déficit public haïtien a augmenté au 1^{er} trimestre fiscal de l'année 2020 et dépasse les 160 M USD. Pour le reste de la Caraïbe, les prévisions de croissance pour 2019 sont estimées à 3,5 % pour Grenade, 2,3 % pour Saint-Vincent-et-les-Grenadines et 1,8 % à Sainte-Lucie.

¹Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Dominique, la République dominicaine, Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Sources : Banque mondiale (Global economic prospect, janvier 2020), FMI (Outlook for Latin America and the Caribbean : new challenges to growth), Service économique régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Le marché de l'emploi reste bien orienté

Le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) s'établit à 50 630 personnes sur le dernier trimestre 2019, soit un recul de 4,6 % par rapport au trimestre précédent (-2 460 personnes). Cette baisse est plus marquée pour les jeunes de moins de 25 ans (-7,0 %) et pour les femmes (-5,1 %).

En parallèle, les effectifs salariés du privé progressent de 0,9 % (CVS) au quatrième trimestre.

Depuis fin 2017, les effectifs salariés du secteur privé progressent de manière continue alors que le nombre de DEFM A reflue, signe d'un marché du travail qui s'améliore.

La consommation des ménages ralentit

Au quatrième trimestre 2019, la masse salariale du secteur privé progresse de 1,6 % (après +2,0 % au trimestre précédent).

Cependant, les importations globales de biens destinés à la consommation des ménages reculent. Dans le détail, les importations de biens de consommation non durables diminuent (-2,3 % après -0,1 % au troisième trimestre, CVS), notamment celles de produits des IAA (-2,8 %, CVS). Les importations de biens de consommation durables baissent également (-0,5%, après +4,7 CVS).

En parallèle, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs recule de 7,4 % (CVS) au quatrième trimestre. Cette baisse fait suite au durcissement des normes d'émission de polluants au 1^{er} septembre 2019 qui avait entraîné une nette hausse sur le mois d'août (+47,4 % sur un mois, CVS), et plus globalement, sur le troisième trimestre (+23,8 %, CVS).

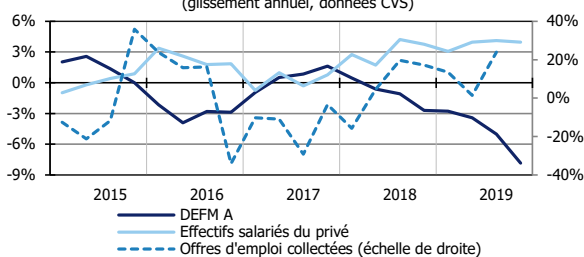
Par ailleurs, les professionnels du secteur du commerce interrogés par l'IEDOM font état d'une activité en repli au dernier trimestre 2019 en raison notamment de la grève des ports français qui a pesé sur la capacité d'approvisionnement en Guadeloupe.

L'investissement privé se maintient à niveau

Au quatrième trimestre 2019, les importations de biens d'investissement augmentent de 11,4 % (après +1,3 %, CVS) tandis que les importations de biens intermédiaires baissent de 7,4 % (CVS, après +2,0 %). En parallèle, les crédits d'investissement des entreprises accélèrent (+5,2 % après +1,0 %) et les crédits immobiliers restent en légère hausse (+0,7 % après +0,8 %).

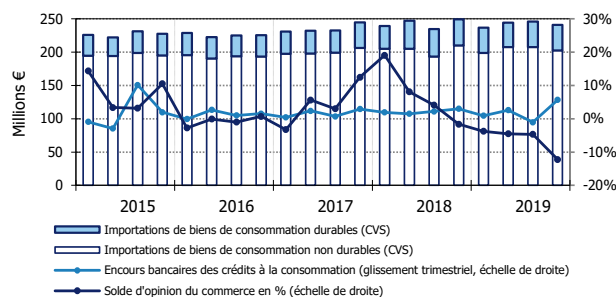
D'après l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM, l'investissement privé devrait toutefois décroître sur les douze prochains mois. L'incertitude générée par la période électorale du début d'année pèse sur les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise.

DEFM A, offres d'emploi collectées et effectifs salariés du privé (glissement annuel, données CVS)



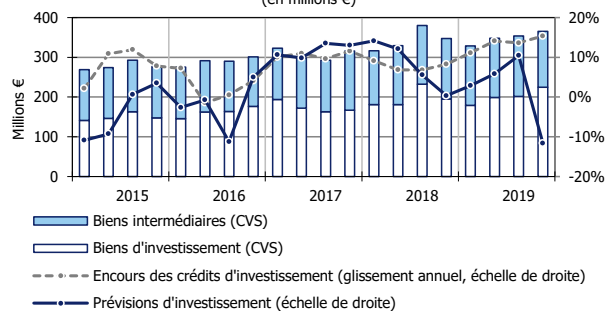
Sources : DIECCTE, ACOSS.

Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, IEDOM.

Importations de biens destinés aux entreprises (en millions €)



Sources : Douanes, IEDOM.

Les importations augmentent et les exportations diminuent

Au quatrième trimestre 2019, les importations enregistrent une augmentation de 1,4 % (CVS), portées par les importations de biens d'investissement (+11,4 %, CVS). Les importations d'énergie contribuent également à cette hausse et progressent de 4,4 %.

Les exportations diminuent sensiblement sur le trimestre (-18,5 %, CVS). Plus particulièrement, ce sont les exportations de biens d'investissement et les réexpéditions de produits énergétiques vers les autres DFA qui chutent (respectivement -34,3 % et -22,5 % CVS). Les exportations de biens non durables baissent également (-9,3 %, CVS).

Une activité sectorielle mitigée

Au quatrième trimestre 2019, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font état d'une activité mal orientée dans les secteurs du commerce, des services marchands et d'une activité stable dans celui des industries (hors IAA). L'activité du BTP est en légère hausse. À contrario, les secteurs du tourisme et des IAA sont dynamiques et enregistrent de bons résultats.

L'activité du secteur **primaire** poursuit son lent retour aux niveaux pré Maria. Les exportations de bananes augmentent de 17,1 % (CVS), cependant, elles demeurent inférieures à celles relevées avant l'ouragan de 2017. Par ailleurs, le volume d'ovins et de caprins abattus augmente sensiblement (+42,4 % sur trois mois, CVS) alors que les abattages de porcins et de bovins voient leur volume décroître respectivement de 15,6 % et de 2,2% (CVS).

Les professionnels du secteur des **IAA** jugent leur activité de manière positive au quatrième trimestre 2019.

Malgré cela, les exportations et les importations de produits des IAA s'inscrivent en retrait (respectivement -6,7 % et -2,8 %, CVS). Les exportations de rhum industriel progressent de 0,9 % (CVS) alors que celles de rhum agricole baissent de 12,9 % (CVS). Le premier trimestre 2020 devrait être mal orienté, selon les entreprises interrogées par l'IEDOM. Les producteurs de rhum sont particulièrement inquiets de l'effet de la hausse de la vignette Sécurité sociale sur le prix du rhum à compter de janvier 2020.

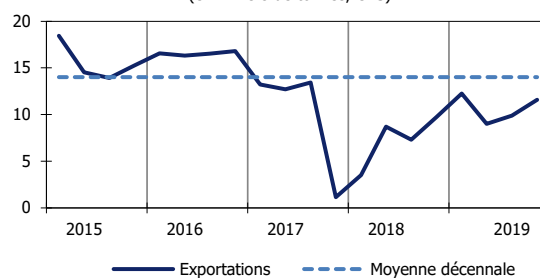
Le solde d'opinion relatif à l'activité passée des chefs d'entreprise de **l'industrie** (hors IAA) est proche de sa moyenne de longue période depuis deux trimestres et varie peu. Les anticipations sont positives pour le début d'année 2020.

Dans le secteur du **BTP**, les effectifs salariés (+1,1 %, CVS) et le solde d'opinion relatif à l'activité du secteur enregistré dans l'enquête de l'IEDOM sont en hausse. Néanmoins, les ventes de ciment sont en baisse au quatrième trimestre (-3,4 %, CVS).

Sur le marché immobilier, le nombre de permis de construire continue de progresser (+5,3 %) après le rebond du trimestre précédent (+41,7%). Pour rappel, début 2019, certaines communes n'avaient pas encore adopté de plan local d'urbanisme et délivraient les permis de construire selon le règlement national d'urbanisme, d'où un recul des permis délivrés. Désormais, plusieurs communes ont adopté leur plan local d'urbanisme avec pour conséquence un rattrapage par rapport au début d'année.

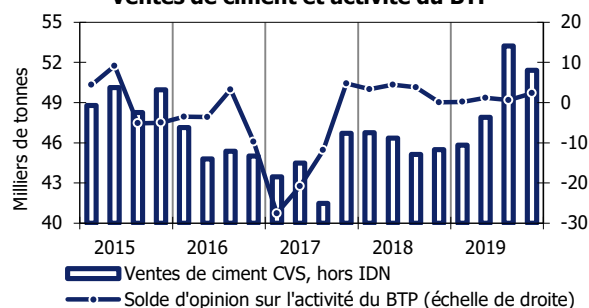
D'après l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité du secteur du **commerce** se dégrade au quatrième trimestre, notamment en raison du mouvement de grève contre la réforme des retraites dans les ports français générant des difficultés d'approvisionnement en Guadeloupe. Dans le commerce automobile, le nombre de véhicules neufs immatriculés diminue de 7,4 % (CVS) par rapport au trimestre précédent.

Exportations de bananes
(en milliers de tonnes, CVS)



Sources : CIRAD, CVS IEDOM.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.

Selon les professionnels du secteur du **tourisme**, l'activité s'améliore, notamment grâce à la rénovation de plusieurs hôtels et de leur montée en gamme. Le nombre de nuitées augmente de 1,9 % (CVS) ainsi que la fréquentation touristique de l'île, avec un nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport croissant (+3,1 %, CVS). L'activité du secteur devrait cependant marquer le pas au premier trimestre 2020.

Le solde d'opinion relatif à l'activité passée des chefs d'entreprise du secteur des **autres services marchands** est quant à lui en baisse après une amélioration au trimestre précédent. Les anticipations sont toutefois positives pour le premier trimestre 2020.

VERS UNE STABILISATION DE LA CROISSANCE MONDIALE ?

Le FMI a de nouveau revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévu dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalant au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à +2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à +2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à +0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à +1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à +1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter à +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à +1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à +1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les achats des ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévu dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019), mais elle devrait rebondir à +4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à +5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relances monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à +6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les États-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : R. ELEORE
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : avril 2020 – Dépôt légal : avril 2020 – ISSN 2679-0823